

**Réponse de l'ADRT à la consultation publique sur le projet de décision
fixant les obligations des opérateurs puissants sur les marchés de la téléphonie fixe
pour la période 2009-2011
(26 juin - 27 juillet 2008)**

24 juillet 2008

Suite à son analyse des marchés de la téléphonie fixe, l'ARCEP soumet à consultation son projet de décision fixant les obligations des opérateurs puissants sur les marchés analysés.

L'ADRT avait fait état des réserves qu'appelait de sa part l'analyse de marchés effectuée par l'ARCEP et les réitère à l'occasion de cette nouvelle consultation : en effet, l'absence de prise en compte de la spécificité du départ d'appel depuis chaque OBL fixe à destination des SVA se traduit par l'inadéquation des remèdes proposés par le projet de décision soumis à la présente consultation.

L'ADRT tient à souligner l'incohérence du projet proposé qui, constatant l'absence de pression concurrentielle sur les communications à destination des SVA, ne propose cependant aucun remède approprié à résoudre les questions concurrentielles en résultant.

1- Alors que des remèdes de régulation ex ante appropriés doivent concerner l'ensemble des OBL fixes, dont chacun est en monopole sur les communications à destination des SVA, le projet de décision ne prévoit aucune obligation pour les OBL fixes autres que France Télécom.

Dans le document soumis à consultation, en réponse aux arguments avancés par l'ADRT pour distinguer un marché du départ d'appel vers les numéros SVA, l'ARCEP « *note que la distinction demandée par l'ADRT est contraire à toutes les analyses de marché précédentes de l'Autorité ainsi qu'aux recommandations successives adoptées par la Commission Européenne en 2003 et 2007 sur les marchés susceptibles d'être soumis à une régulation ex ante et qu'aux analyses des autres régulateurs européens.* »¹.

L'ADRT souligne que son analyse est en totale conformité avec celle menée par le Conseil de la concurrence dans son avis du 31 mars 2008, dont l'ARCEP ne croit pas utile de mentionner l'existence. Le Conseil de la concurrence a en effet, non seulement identifié ce marché, mais également clairement rappelé que les trois conditions posées par la Commission européenne pour légitimer une régulation ex-ante d'un marché étaient en l'espèce réunies (voir p. 19 et suivantes de l'avis précité).

¹ Document soumis à consultation, page 25.

Ainsi que le met en évidence l'avis du Conseil de la concurrence du 31 mars 2008 sur le fonctionnement des services téléphoniques à valeur ajoutée, chaque OBL fixe ou mobile détient un monopole sur le départ d'appel vers les SVA : la régulation *ex ante* appliquée à France Télécom doit être élargie à tous les OBL, auxquels il convient dès lors d'imposer au moins une des obligations de régulation *ex ante*.

En outre, les obligations « symétriques » imposées aux OBL par la décision n°07-0213 du 16 avril 2007, indépendamment de leur puissance de marché, qu'évoque l'ARCEP dans le document soumis à consultation², ne peuvent en aucun cas constituer un remède par substitution aux remèdes qu'impose en l'espèce la régulation *ex ante*.

Les opérateurs de boucle locale, autres que France Télécom, ne sont soumis, en application de cette décision de régulation symétrique, qu'à une obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à leur réseau et de reversement, sans être tenus de faire droit à une demande de prestation de départ d'appel.

Le projet de décision ne garantit donc aucune pérennité quant à l'offre de départ d'appel actuellement proposée par les OBL fixes autres que France Télécom et ne prévoit aucun contrôle tarifaire sur les prestations de départ d'appel et les prestations associées.

2- Les remèdes proposés pour France Télécom sont insuffisants et incohérents.

L'ADRT a déjà indiqué les raisons pour lesquelles elle estime nécessaire et proportionné qu'une obligation d'orientation vers les coûts soit imposée sur les prestations associées à la prestation de départ d'appel.

Le projet de décision soumis à la présente consultation ne donne aucune justification sérieuse au fait de retenir une modalité allégée de contrôle tarifaire pour la prestation de reversement associée au lieu et place de l'orientation vers les coûts imposée pour la prestation principale de départ d'appel.

- En premier lieu la faible diminution des parts de marché de France Télécom ne justifie pas un allègement de son obligation tarifaire.

La part de marché de FT reste supérieure à 90%....

Le document soumis à la présente consultation démontre d'ailleurs le peu de sérieux de l'analyse de marché qui sert de base au projet de décision.

L'ADRT avait signalé, dans sa réponse à la consultation publique lancée par l'Autorité sur le projet d'analyse des marchés, que, selon l'analyse de l'ARCEP, la vente par France Télécom de départ d'appel pour les SVA a augmenté fortement entre 2003 et 2006 pour passer de 2 à 9 milliards de minutes. L'ARCEP en a pris note dans le document transmis en mai 2008 au Conseil de la Concurrence³, dans lequel elle indiquait « *Après examen, l'Autorité a constaté que les chiffres fournis initialement pour les années 2003, 2004 et 2005 étaient erronés et a corrigé ces chiffres dans le présent document sur la base d'informations quantitative plus précises obtenues de la part de France Télécom.* ». Elle mentionnait alors une augmentation de 8 à 9 milliards de minutes.

² Document soumis à consultation, page 25.

³ Document transmis en mai 2008 au Conseil de la Concurrence relatif à l'analyse faite par l'ARCEP des marchés de la téléphonie fixe (note 3 de ce document).

Outre que l'on peut s'étonner que l'ARCEP ait pu appuyer son analyse sur des chiffres fournis par France Télécom comportant une marge d'erreur de 66% (6 milliards de minutes sur 9...), sans plus ample examen, on ne peut que constater que même après corrections, la part de France Télécom reste en augmentation de 8 à 9 milliards de minutes..., augmentation dont l'ARCEP ne tire pourtant aucune conséquence.

Dans le projet de décision qui propose de maintenir l'allègement de l'obligation tarifaire de France Télécom, on constate encore : une forte augmentation en volume des appels vers les SVA tous opérateurs confondus, entre 2003 et 2007 ⁴ tant en valeur absolue qu'en part au sein de l'ensemble des départs d'appels, une encore plus forte augmentation de ces appels en valeur, tant en valeur absolue qu'en proportion au sein de l'ensemble des départs d'appels⁵. On constate enfin que France Télécom conserve sur ce marché en croissance une part de plus de 90%,⁶ qui a augmenté en volume d'un milliard de minutes depuis 2003, selon le document transmis par l'ARCEP au Conseil de la concurrence, ce que le présent document ne mentionne pas. Par conséquent, si les accès alternatifs se sont développés, y compris pour la fourniture de SVA, on constate que la vente par France Télécom du départ d'appel pour les SVA a augmenté.

Cette tendance ne semble pas devoir se modifier, si l'on suit l'ARCEP, qui indique, en page 45 du document, que « *D'un point de vue prospectif, [...] la situation du marché du départ d'appel ne devrait donc pas évoluer de façon significative au cours de la période couverte par la présente analyse* ».

- En second lieu, le projet de décision maintient une simple interdiction d'excessivité de la prestation associée de reversement, sans aucune explication convaincante de cette incohérence du contrôle tarifaire.

L'ADRT s'était en effet étonnée que l'ARCEP rappelle que la cohérence du contrôle tarifaire d'une prestation principale et des prestations associées est un principe « fondateur » de la régulation tarifaire⁷, pour aussitôt l'écarter pour les prestations associées au départ d'appel vers les SVA.

Les tentatives de justification (document, page 95) sont erronées et peu convaincantes.

La première consiste à prétendre « *qu'entre l'obligation d'orientation vers les coûts et l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs, aucune n'est a priori plus stricte que l'autre en termes de tarification pouvant en résulter* » (sic, page 95), alors que quatre pages plus loin, le même document affirme exactement le contraire, à savoir que les deux obligations sont différentes et que la non excessivité induit des obligations tarifaires allégées, limitées et moins contraignantes, ce qui justifie que l'obligation d'orientation vers les coûts soit imposée à France Télécom et que la non excessivité soit retenue pour des opérateurs alternatifs : « *L'Autorité estime donc proportionné aux objectifs de concurrence loyale et effective recherchés de différencier les obligations tarifaires imposées à France Télécom de celles imposées aux opérateurs alternatifs, en imposant à France Télécom de fixer des tarifs reflétant les coûts, tout en limitant la contrainte tarifaire des opérateurs alternatifs à une interdiction de fixer des tarifs excessifs.* » (document, page 99).

En réalité, l'obligation d'orientation vers les coûts et l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs constituent bien deux degrés distincts de contrôle tarifaire, dont l'orientation vers les coûts est le plus strict.

⁴ Document soumis à consultation, page 43, Figure 7 : Evolution du marché du départ d'appel par produit en volumes.

⁵ Document soumis à consultation, page 44, Figure 8 : Evolution du marché du départ d'appel par produit en valeur.

⁶ Document soumis à consultation, page 44 Figure 9 : Parts de marché de France Télécom sur le départ d'appel en volumes.

⁷ Document d'analyse des marchés, Point IV.4.4.1, page 126.

La seconde consiste à soutenir que la non excessivité serait « *particulièrement appropriée à la nature spécifique de la fourniture de prestation d'accessibilité à des services à valeur ajoutée* ». Selon le document, la relation particulière, relevant de la « coopération » entre l'opérateur départ et le fournisseur de services , rendrait « *dès lors peu justifié de contraindre seulement l'une des parties à cette coopération par l'obligation de fournir sa participation à des prix « orientés vers les coûts »* ».

Or, les fournisseurs de SVA et les OBL ne sont absolument pas dans une situation équivalente de coopération mais dans une relation inégalitaire et de dépendance, reconnue par l'Autorité elle-même pour justifier l'obligation imposée aux OBL de rendre accessibles les numéros des SVA au départ de leur réseau.

L'obligation d'orientation vers les coûts est d'ailleurs prévue par le projet de décision soumis à consultation pour la prestation de départ d'appel et l'ARCEP envisage bien de continuer à « *contraindre* » France Télécom à cette « *coopération* » en lui imposant de fournir une part substantielle de sa « *participation à des prix orientés vers les coûts* ».

L'ADRT maintient donc que les prestations de France Télécom associées au départ d'appel vers les SVA devraient être soumises à une obligation d'orientation vers les coûts.